

Le lun. 7 janv. 2019 à 16:18, Éric Coquerel <Eric.Coquerel@assemblee-nationale.fr> a écrit :

Chère Madame,

Nous sommes désolés que vous preniez ainsi notre réponse à votre mail.

Simplement, vous êtes beaucoup à nous interpellé sur l'article 68 et répondre individuellement serait extrêmement compliqué. D'où un courrier-type.

Néanmoins, Eric Coquerel tient à vous assurer de son soutien et de sa dénonciation la plus ferme des violences policières qui sont commises. Il l'a dit à l'instant sur plusieurs médias, et il le répètera ce soir (20h20 sur Europe 1, 20h30 sur LCI, 20h45 sur BFM ce soir). D'autant plus qu'au delà de la répression, les annonces de Benjamin Griveaux ont franchi une véritable ligne rouge en parlant « d'esprit munichois » !

En espérant que cela vous rassure,

En comptant sur votre vigilance,

Bien cordialement

xxxxx, directeur de cabinet d'Eric Coquerel, député de la 1^{ère} circonscription de Seine-Saint-Denis

De : xxxxx

Envoyé : lundi 7 janvier 2019 14:20

À : Éric Coquerel <Eric.Coquerel@assemblee-nationale.fr>

Objet : Re: Les droits de l'homme sont bafoués en France ! Le parlement, un rempart démocratique?

Monsieur,

Je suis extrêmement choquée de recevoir un courrier type de votre part, ainsi de Monsieur Coquerel !

Avez-vous mon mail ?!

Il y a des violences policières inacceptables sur des gens sans défenses, et sur des streetmédics !!! La riposte n'est absolument pas graduée !! Il y a des arrestations et des condamnations qui s'assimilent à des délits politiques ! J'ai mis des liens de témoignages extrêmement choquants, je vous demande d'avoir la responsabilité de les lire ainsi que Monsieur Coquerel !

De mettre à genou des lycéens mains attachés derrière le dos face à un mur, est une honte absolue qui rappelle de sombres moments de notre histoire !

Et j'aimerais dire ceci, au député Coquerel qui est au service du peuple :

La situation est plus que grave, nous basculons dans le fascisme, le Président est très dangereux !

Je crois que les insoumis doivent plus que se réveiller et je ne comprends pas leur immobilisme !

Car dorénavant, il y aura le camp des résistants et de l'autre, celui des collaborateurs qui couvrent les dérives d'E. Macron et de son ministre Castaner, issu du milieu de la pègre et qui fait gazer sa population et la mutile, alors que le Président n'a plus aucune légitimité !

Les gilets jaunes sont héroïques, le 5 janvier, la mobilisation a été énorme, quoiqu'en disent les médias aux ordres, malgré tous les blessés, les mutilations et les décès, ils sont descendus, braver la répression

ultra-violente ! C'est donc eux qui nous défendent et luttent pour un monde humain ! Et vous devriez les soutenir en stoppant les violences de ce Président !!

C'est une honte, ce silence assourdissants des parlementaires et surtout du votre, insoumis !!

Le parlement c'est la démocratie, vous êtes le rempart contre la tyrannie !

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes plus cordiales salutations républicaines

xxxxxx



Madame, Monsieur,

Cher participant, chère participante au mouvement des Gilets Jaunes,

J'ai bien reçu votre courrier, et j'aimerais en préalable vous assurer de **mon soutien** dans le mouvement social exceptionnel des Gilets Jaunes. Pour la première fois, les Gilets Jaunes ont fait reculer Emmanuel Macron et ses projets de destruction de notre Etat social. Merci !

Je partage le constat que vous dressez dans votre message : Oui, Emmanuel Macron et son gouvernement bradent les services publics français, et ses intérêts industriels stratégiques. Ils démantèlent notre Etat social.

Oui, la politique d'Emmanuel Macron et son gouvernement dénigre les français, paupérise l'immense majorité d'entre eux, au bénéfice d'une infime minorité d'ultra-riches.

Oui, Emmanuel Macron affaiblit la capacité de la France à pouvoir peser à l'international en s'enfermant dans des alliances guerrières (OTAN), ou dans des constructions technocratiques allant contre l'intérêt du peuple (l'Union Européenne actuellement).

Sans aller plus loin dans l'énumération, j'espère que vous constaterez que nous sommes globalement d'accord.

Vous m'interpellez sur l'application de l'article 68 de la Constitution Française. Comme vous le savez, l'application de cet article est soumise à de nombreuses contraintes. Parmi elles, le fait que cet article doit être adopté par la majorité absolue des membres de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

A l'heure actuelle, **nous ne disposons pas de cette majorité absolue.** Suite aux dernières législatives, c'est la majorité présidentielle qui dispose, seule, de cette majorité. Et vu le degré d'obéissance des députés LREM au gouvernement, il me semble que cette démarche ne puisse pas aboutir aujourd'hui. D'autre part, la Haute Cour de justice serait présidée par le Président de l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire un soutien de la première heure d'Emmanuel Macron, en la personne de Richard Ferrand.

Dans le cadre institutionnel, c'est pourquoi j'ai proposé, avec mes collègues de la France Insoumise, de procéder avant toute chose à une **dissolution de l'Assemblée Nationale**.

C'est le préalable pour nous pour **redonner du sens à notre Assemblée: débarrassée de la majorité LREM, elle pourrait alors faire son travail de contrôle de l'action gouvernementale**. En commençant, par exemple, par rouvrir une commission d'enquête sur l'affaire Benalla. Ou encore en permettant l'accueil d'une délégation de Gilets Jaunes à l'Assemblée pour écouter leurs revendications, bref, en étant à l'écoute de toutes les demandes formulées par les Gilets Jaunes, y compris celle de l'application de l'article 68.

Si le gouvernement n'entend pas la nécessité de revenir aux urnes pour régler ce conflit politique, alors il ne peut pas s'étonner du fait que la situation s'empoisonne ! Vous pouvez compter sur ma vigilance concernant la répression massive et scandaleuse de ce mouvement, envers tous les Gilets Jaunes, y compris leurs porte-paroles.

Vous pouvez aussi compter sur mon soutien et ma disponibilité envers votre mobilisation.

Eric Coquerel, député de la 1^{ère} circonscription de Seine-Saint-Denis

Membre de la commission Finances

Membre du groupe parlementaire la France Insoumise

